Solidaires et internationalistes !

Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#134 – Mai 2025

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Premier mai : quatre organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes étaient représentées à la manifestation parisienne : Soyez comme nous sommes (Ukraine), CTA-T (Argentine), CGT (Etat espagnol) et CUB (Italie). Ils et elles ont assuré une présence syndicale internationale, à la banderole de tête, du début à la fin de la manifestation.

La veille, après un passage à la conférence de presse CGT/Solidaires/FSU où nos camarades ukrainiennes ont pris la parole, les représentant·es de ces quatre organisations ont fait part de leurs expériences et de la réalité sociale dans chacun de leur pays, non sans relever la nécessité d'un internationalisme syndical qui reste à renforcer. Organisée en quelques jours, cette initiative gagnerait à être renouvelée chaque année, à l'occasion de la journée internationale de lutte des travailleurs et des travailleuses.

Une journée de formation syndicale est organisée le 16 juin à Paris : « Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, c'est quoi ? Préparer la 6ème rencontre du Réseau »

-1- Qu'est-ce que le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, dont l'Union syndicale Solidaires est membre ? Son histoire, sa création, son fonctionnement, les rencontres internationales, ...

Inscriptions auprès des Solidaires locaux, fédérations et syndicats nationaux qui transfèreront au CEFI.

-2- Moment d'échanges avec des organisations membres du Réseau, partage d'expériences en termes d'organisations, de pratiques, etc. :
. la Centrale syndicale et populaire Conlutas, au Brésil, qui regroupe à la fois des syndicats d'entreprise et des organisations féministes, antiracistes, de sans-toit, etc.
. le syndicat étudiant Priama Diia, en Ukraine, qui lutte contre l'occupation militaire russe et contre les directives antisociales au sein de l'université ukrainienne. Action directe, contrôle étudiant, internationalisme sont ses réponses.
. Labor notes, aux Etats-Unis, un réseau au sein du syndicalisme américain confronté aux attaques de Trump, Musk and co.

-3- La 6ème rencontre du Réseau, du 13 au 16 novembre 2025 : la participation de l'Union syndicale Solidaires, les sujets en débats, les ateliers par secteur professionnel, ...

Palestine Appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens (CNPJDPI), dont l'Union syndicale Solidaires est membre :

Gaza le génocide se déroule sous nos yeux. Exigeons des sanctions contre Israël pour que cela cesse. Nous sommes tous responsables, agissons !

Le 15 mai 2025 commémore les 77 ans de la Nakba, l'expulsion de 800.000 palestiniens de leurs villes et villages par Israël en 1948. Le même processus se déroule aujourd'hui contre la population de Gaza et de Cisjordanie.

A Gaza, depuis la rupture unilatérale du cessez-le-feu par Israël, la famine est clairement assumée par Israël comme arme de guerre au mépris de toutes les règles du droit international. Pas un seul camion d'approvisionnement n'est entré à Gaza depuis le 2 mars. Le 27 avril l'ONU annonce l'épuisement complet de ses stocks de nourriture, alors que 3000 camions d'aide alimentaire et médicale sont bloqués à la frontière. L'UNICEF, elle, a rappelé le 5 avril que plus d'un million d'enfants sont privés d'aide vitale depuis plus d'un mois. La faim, la soif, le manque de médicaments font des ravages. Des milliers d'enfants voient leur développement compromis pour la vie.

Depuis la reprise des bombardements et des opérations terrestres par Israël le 18 mars, visant toute la population, femmes, enfants, secouristes, journalistes, plus de 2.000 morts se sont ajoutés au 50.000 déjà comptabilisés ; les estimations dépassent les 100.000 morts, ce qui équivaudrait à 3 millions à l'échelle de la France. L'armée israélienne s'empare d'une bonne partie de ce minuscule territoire et morcèle le reste par des corridors militaires, tout en multipliant les ordres de déplacement d'une population déjà épuisée. Israël déroule implacablement son plan de vider Gaza de ses habitants, avec l'appui direct des États-Unis et la passivité complice des chancelleries occidentales. C'est un génocide, pointé comme plausible par la Cour Internationale de Justice et confirmé par les grandes organisations de défense des droits humains, qui se déroule sous les yeux du monde entier qui laisse faire.

En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, la population est assiégée, déplacée de force, menacée par les colons et l'armée israélienne.

Le CNPJDPI dénonce la guerre génocidaire menée par l'État israélien contre le peuple palestinien. Ce sont des décennies d'une impunité totale de l'État d'Israël, alors qu'il viole en permanence le droit international, qui nous ont menés à cette situation. Nous demandons qu'il soit mis fin à cette impunité et que des sanctions soient prises tant que l'État d'Israël ne se conforme pas au droit international. [...] Nous appelons à des rassemblements partout en France du 15 au 18 mai sur la base de ces revendications, et pour marquer les 77 ans de la Nakba.

L'Union syndicale Solidaires est signataire de cet appel :

Contre le génocide, pour une Palestine libre : non à la dissolution d'Urgence Palestine »

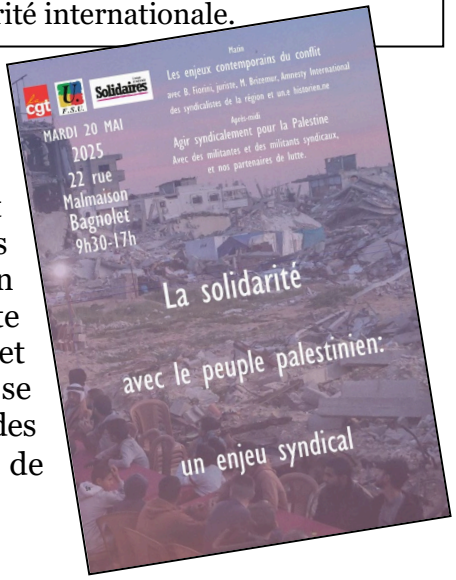
Alors que le génocide s'intensifie à Gaza, alors que le siège affame et détruit tout un peuple, que fait l'Etat français de Macron et Retailleau? Il prononce l'intention du gouvernement de dissoudre l'une des principales organisations des Palestinien.ne.s en France, un des principaux collectifs mobilisés en solidarité avec le peuple palestinien.

Cette mesure, d'une gravité extrême, met en application une revendication portée depuis des mois par Julien Odoul, député du Rassemblement National récemment condamné par la Justice. En la reprenant à son compte, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau entérine une politique de répression alignée sur les mots d'ordre de l'extrême droite en France et du gouvernement israélien.

Dénoncer un génocide ne sera jamais un crime. Résister face à l'injustice n'est pas un délit. Exiger la liberté pour le peuple palestinien n'est pas une revendication extrémiste violente. Au contraire : c'est une exigence humaine.

Nos revendication sont simples :

Stop au génocide en Palestine - Non à la dissolution d'Urgence Palestine - Oui à la liberté d'expression et à la solidarité internationale.



Ukraine Extraits de la **déclaration d'Antonina Shatsylo, membre de Soyez comme nous sommes (БудьЯкМи)**, lors de la conférence organisée par Solidaires le 30 avril :

[…] En 2019, avec d'autres professionnels de santé, nous avons créé un mouvement qui n'avait aucun équivalent dans notre pays. […] Nos principales stratégies sont les suivantes : créer un réseau d'organisations non gouvernementales et de syndicats professionnels, développer une structure dans chaque région d'Ukraine, sensibiliser la population aux droits des travailleurs et travailleuses de la santé. Nous organisons également un travail médiatique et des actions de protestation pour promouvoir des lois qui devraient améliorer la prestation des soins médicaux et les conditions de travail. Par exemple, nous avons exigé l'adoption d'une loi sur la responsabilité en matière de harcèlement moral et physique au travail. Nous défendons également l'égalité des sexes sur le lieu de travail, dans l'éducation et dans la vie quotidienne. Parallèlement, nous mettons en place un réseau de coopération avec d'autres organisations qui ont des activités et principes similaires, notamment celles qui défendent l'égalité des sexes. […] Nous organisons des rencontres entre les équipes et un psychologue afin d'aider les femmes à gérer leur état émotionnel dans le contexte de la guerre.

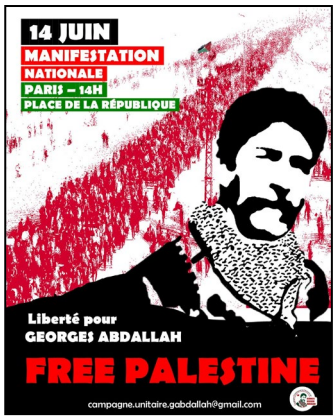
Notre organisation milite pour un monde sans violence, pour l'égalité des droits et l'égalité des sexes, pour la création d'unions de femmes, en particulier dans le domaine médical, où le travail des femmes doit être respecté et bien rémunéré. Les femmes ont, en plus de leur travail, la charge des enfants, des personnes malades, des personnes âgées et des tâches ménagères ; nous voulons que ces responsabilités soient réparties équitablement entre tous les membres de la société et de la famille. […] Nous sommes devenus une communauté de 85 000 personnes. Notre organisation a été créée sans soutien de l'État ou des partis politiques. Nous soutenons la création de syndicats dans toute l'Ukraine. […]

Avant même la guerre en Ukraine, une réforme du système de santé avait été mise en place. Depuis lors, des établissements médicaux ferment leurs portes, les hôpitaux sont optimisés, c'est-à-dire fusionnés. Cela a de graves répercussions sur les professionnels de santé, qui perdent leur emploi. Ce processus s'est poursuivi pendant la guerre. La situation s'est considérablement détériorée : de nombreux établissements médicaux ont fermé leurs portes, notamment à la suite de bombardements et de tirs d'artillerie. La perte d'emploi, l'occupation, les migrations massives, les réductions d'effectifs ne sont pas les seuls problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés. Les économies réalisées par les autorités locales sur le financement, les salaires des infirmières et autres personnels médicaux conduisent à l'appauvrissement d'une partie de la population dont nous défendons les droits. La guerre qui a éclaté le 24 février 2022 a causé encore plus de problèmes non seulement pour les professionnel·les de santé, mais aussi pour l'ensemble de la population ukrainienne. Des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie. Des millions ont été contraintes de fuir vers les pays voisins et plus de 6 millions d'Ukrainiens et Ukrainiennes sont devenus des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Des villes et des villages ont été détruits. […] Nous nous souvenons de chacun de nos frères et sœurs, y compris des nombreux travailleurs et travailleuses de la santé qui ont perdu la vie en défendant notre pays ou qui ont été tués par les bombes et les missiles que la Russie continue de lancer sur nos communautés. […]

Les syndicats ukrainiens se sont également mobilisés pour fournir une aide humanitaire, en fournissant de la nourriture, des logements, des médicaments et d'autres articles de première nécessité aux personnes déplacées, en réparant des bâtiments et en apportant un soutien psychologique et autre aux familles. Nous avons ressenti le soutien du mouvement syndical international, qui a fait preuve de solidarité […] Nous attendons la fin de la guerre et voulons de toutes nos forces et par tous les moyens rapprocher la victoire. Nous croyons que nous parviendrons à reconstruire l'Ukraine, où les droits syndicaux seront respectés dans tous les secteurs et où les travailleurs et les travailleuses recevront un salaire décent et bénéficieront de conditions de travail équitables. Ce ne sera pas facile. Mais vous avez vu notre force et notre dévouement pendant la guerre.

Libération Georges Abdallah

Le parquet général a formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 20 février dernier. Celle-ci, sans remettre en cause la libération de notre camarade obtenue en première instance le 15 novembre 2024, a inventé de l'ajourner à une nouvelle audience, fixée au 19 juin, afin qu'il « justifie d'un effort conséquent d'indemnisation des parties civiles », une « mesquinerie juridique » inédite selon l'avocat de Georges Abdallah. A 5 jours de la nouvelle audience de la Cour d'appel de Paris, le 19 juin, la Campagne unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah organise une nouvelle manifestation nationale, à Paris.



Portugal - ferroviaire

Le syndicat du secteur ferroviaire affilié à la FECTRANS/CGTP appellent les cheminots et cheminotes à la grève, les 7 et 8 mai. Salaires, effectifs, déroulement de carrière, conditions de travail sont au centre des revendications. Voir le communiqué de la fédération SUD-Rail en soutien aux cheminot·es portugais·es.

Tunisie - Centres d'appel

Alors que les cas de répression se multiplient à travers la planète, que ce soit en Grèce avec Teleperformance, ou en Turquie avec Telus, c'est au tour de la Tunisie de voir une société de centres d'appels interdire toute expression syndicale en son sein. La multinationale française, Armatis a interdit l'accès à son site à l'ensemble du nouveau bureau syndical du syndicat de l'UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail). L'UGTT venait d'annoncer la veille à la direction d'Armatis la création d'une section et de désigner ses représentants. SUD PTT était présent avec les camarades à Tunis pour manifester contre cette décision. www.sudptt.org/En-Tunisie-Armatis-licencie-l-ensemble-d-une-nouvelle-equipe-syndicale-7145

Mexique - Education

La Coordination nationale des travailleur·euses de l'éducation (CNTE) appelle à une grève nationale des enseignant·es le 15 mai afin d'exiger l'abrogation de la loi de l'Institut de sécurité et des services sociaux des travailleur·euses de l'État et de s'opposer à la réforme de cette loi proposée par le gouvernement mexicain. Les enseignant·es demandent une augmentation de salaire, l'indexation du montant des retraites au salaire minimum, la retraite pour les années de service, un système public de pension basé sur la solidarité, des soins de santé et un logement décent. Dans la construction de ce mouvement, la CNTE a appelé à participer dans l'unité à la manifestation du 1er mai. Le 15 mai, des mobilisations massives seront organisées à Mexico, avec notamment l'occupation de la place centrale El Zocalo. www.sudeducation.org/communiques/sud-education-soutient-la-greve-du-15-mai-au-mexique-a-lappel-de-la-coordination-nationale-des-travailleur%c2%b7euses-de-leducation-cnte/

Bénin

Nos camarades du Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine, membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, nous ont transmis le communiqué de la Confédération syndicale des travailleurs du Bénin dénonçant l'arrestation de responsables nationaux, le 1er mai.

www.laboursolidarity.org/fr/n/3460/arrestation-de-responsables-de-la-cstb

Prochains rendez-vous internationalistes

- 20 mai : journée intersyndicale internationale Palestine.
- 22 au 24 mai : congrès de la CIG, à Saint-Jacques-de-Compostelle.
- 27 mai : commission internationale Solidaires.
- 27 et 28 mai : formation syndicale Zapatistes, syndicalisme et luttes anticapitalistes au Mexique.
- 27 mai au 14 juin : série de réunions publiques, avec Beto Pianelli, de la CTA-T (Argentine).
- 2 et 3 juin : congrès Euskal Langileen Alkartasuna.
- 13 au 30 juin : tournée de militant·es tunisien·nes en France.
- 16 juin : formation syndicale sur le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.
- 19 juin : commission internationale Solidaires.
- 21 juin : rassemblement unitaire contre la présence d'Israël au Salon du Bourget.
- 21-22 juin : rencontre avec des syndicats ukrainiens, à Kiev.
- 23 au 26 août : université d'été des mouvements sociaux, à Bordeaux.
- 13 au 16 novembre : 6ème rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.
- 1er au 3 décembre : université francophone du Global Labour Institute, à Villarceaux.